



CONSEIL DE COMMUNAUTE

Mercredi 11 avril 2018

L'an deux mille dix-huit, le mercredi onze avril, à dix-huit heures trente, le conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni Salle Plénière, Maison des Services Publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

ANDRE Robert, BEGOC Marie Hélène, BESCOND Yvon, BRIANT Hervé, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNIFY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, FLOCH Jean Bernard, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JEZEQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HENAFF Sylvie, LE TYRANT Jean Claude, LEBALLEUR Pierre, LECLERC Patrick, MAHE Marie Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie Thérèse, MORVAN Henri, MORVAN Marie Claude, MOULLEC Yvan, OMNES Elisabeth, PAGE Marie Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean Jacques, PONT Annie, POUPON Julien, RIOU Michel, ROUBY Solenn, SERGENT André, SOUDON Chantal, TANDEO Gilles, TANGUY Anne, TRMAL Marie France.

Secrétaire de séance

GUILLORE Alexandra

Excusés

BONIZ Jean Jacques (pouvoir à COJEAN Michel)
CUNIN Marie Josée (pouvoir à OMNES Elisabeth)
CYRILLE Yves (pouvoir à MORVAN Marie Claude)
GODET Nathalie (pouvoir à LE GALL Jean Noël)
LE GUEN Jean René

Absente

BERVAS Viviane

Assistaient en outre à la séance

Didier BAUMONT, Bruno JAOUEN, René LE DROFF, Yann ROHOU, Danièle FALC'HUN-MARREC

Conseil de Communauté	
11 avril 2018	2018-45

ENVIRONNEMENT

GEMAPI – Modalités de mise en œuvre de la compétence

➔ Convention avec le syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL)

Yvon BESCOND, vice-président en charge de l'assainissement présente le projet de délibération.

La compétence GEMAPI est transférée depuis le 1^{er} janvier 2018 à la Communauté qui a fait le choix de confier tout ou partie des missions relevant de cette compétence aux établissements publics de coopération intercommunale les exerçant précédemment sur son territoire.

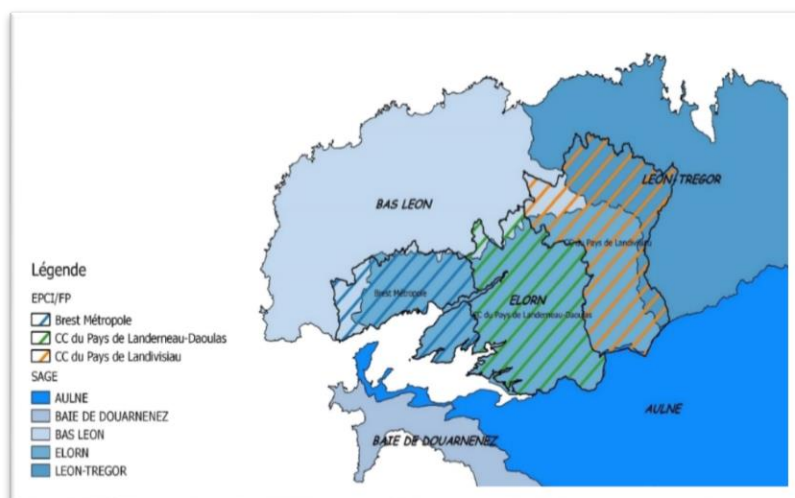
Le 8 décembre 2017, la Communauté, par délibération n° 2017-148, a adhéré au syndicat de bassin de l'Elorn, qui couvre plus de 90% du territoire, et confié par délégation à l'EPTB (Etablissement Public Territorial de Bassin) les missions relatives à la compétence GEMAPI.

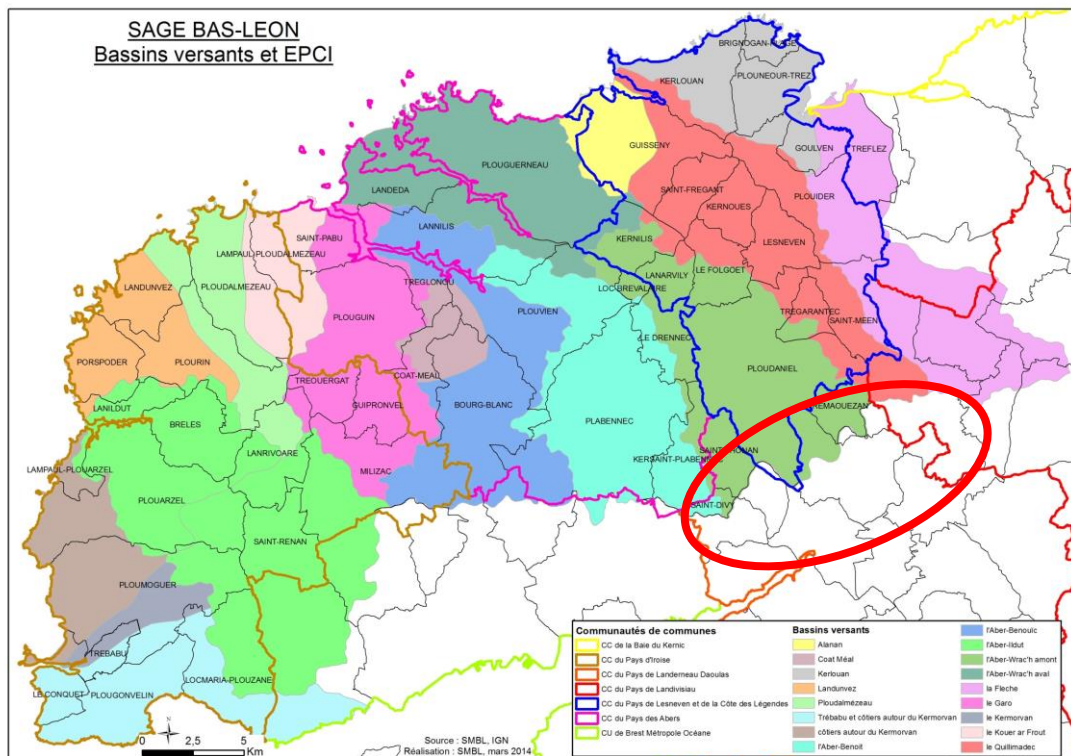
L'objet de la présente délibération est de confier, par voie de convention annuelle, au Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL), sur la partie nord du territoire correspondant au bassin versant de l'Aber Wrac'h, des missions au titre de la Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) à l'exclusion des missions en lien avec la protection des inondations. Ce syndicat exerçait ces missions précédemment au transfert de compétence GEMAPI sur les communes de St Divy, St Thonan, Plouédern et Trémaouézan. Il est proposé d'autoriser le président à signer la convention 2018 qui couvrira ces missions pour un engagement financier de 3 192 €.

Par délibération n° 2017-102 du 29 septembre 2017, la Communauté a approuvé le transfert de la compétence GEMAPI « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention de Inondations » conséquence des lois MAPTAM et NOTRe attribuant au bloc communal cette compétence obligatoire (1^{er} janvier 2018) et exclusive (1^{er} janvier 2020) dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement ».

Sur le territoire de la Communauté, différentes structures interviennent déjà ou seront amenées à intervenir en tout ou partie dans l'exercice de cette compétence GEMAPI :

- **le syndicat de bassin de l'Elorn**, EPTB, auquel adhère la Communauté, et qui par délibération N°2017-148, intervient sur plus de 90% du territoire de la Communauté
- **le syndicat des Eaux du Bas Léon** qui intervient pour notamment sur le bassin versant de l'Aber Wrac'h et sur notre territoire, tout ou partie des communes de St Divy, St Thonan, Plouédern et Trémaouézan,
- **l'EPAGA** (Etablissement public d'Aménagement et de Gestion du bassin de versant de l'Aulne, sur une partie de la commune de Hanvec,





La compétence GEMAPI poursuit deux finalités en matière de milieux aquatiques et d'inondations avec des obligations de niveaux différents suivant les enjeux du bassin versant concerné qui se traduisent, par renvoi du CGCT au code de l'environnement, sur la base de l'article L 211-7 par :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Chacune des quatre missions doit être appréciée au regard de ces objectifs. Toutefois, cette lecture de la compétence doit être complétée par un rapprochement des obligations associées à cette nouvelle compétence. Cette compétence ne constitue pas une compétence conférant de plein droit des responsabilités aux EPCI à FP sur les cours d'eau, plans d'eau, zones humides ou autres canaux, puisque le législateur a bien pris le soin de préciser que l'exercice de cette compétence s'effectuait sans préjudice des droits et obligations des propriétaires et des exploitants. Cette compétence GEMAPI n'est en effet pas une compétence confiscatoire.

Les EPCI à FP sont donc tenus, pour bien prendre la mesure de la portée juridique de cette compétence, de compléter l'analyse des finalités en les confrontant non seulement aux missions mais également aux obligations légales et réglementaires prévues par les textes.

Il convient de préciser, toutefois, que pour certaines missions, les obligations n'ont pas été légalement ou réglementairement définies, laissant ainsi quelques imprécisions.

Il faudra retenir qu'au titre des quatre alinéas précité (1,2,5 et 8) issus de l'article L 211-7 du code de l'environnement que cette compétence doit être appréhendée au regard de ses finalités, de ses missions et des obligations associées et considérer que les obligations associées à la GEMAPI se rapportent à :

Pour la finalité relative à la prévention des inondations :

- la protection des territoires contre le risque inondation, en déployant une stratégie locale de gestion du risque inondation mobilisant les ouvrages et/ou les interventions sur le milieu, pour garantir contre les crues d'une occurrence déterminée dans un arrêté préfectoral définissant le système d'endiguement ou les aménagements hydrauliques (cote de protection)

Pour la finalité relative à la préservation des milieux aquatiques :

- la contribution au bon état des masses d'eau par la restauration du compartiment hydromorphologique selon le SDAGE 2016-2021.

Il convient par ailleurs de rappeler que la compétence GEMAPI exercée par l'EPCI à FP est assumée sans préjudice des obligations des propriétaires, des exploitants, du Maire au titre de son pouvoir de police administrative (CGCT, art. L. 2212-2 5°), du préfet au titre de son pouvoir de police et conservation des eaux (C. env., art. L. 215-7)

La Communauté a souhaité confier par convention, délégation ou transfert à des syndicats et ou des EPAGE (Etablissement Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux) ou EPTB (Etablissement Public Territorial de Bassin).

Sur le périmètre concerné par le syndicat des Eaux du Bas Léon, correspondant au périmètre du SAGE du Bas Léon, le SEBL exerce des missions au titre de la GEMA dans les limites décrites dans la convention jointe en annexe à la délibération.

Il est précisé que le financement de cette compétence peut être assuré par l'instauration, comme le prévoit la loi du 27 janvier 2014 et la modification que cette loi apporte au code général des impôts, de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. A partir des montants financiers estimés des différentes structures auxquelles la Communauté aura confié l'exercice de missions au titre de cette compétence, la communauté définira son besoin de financement.

Vu la loi du 27 Janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier son article L5214-16-1,

Vu l'article L. 211-7 du Code de l'environnement,

Vu le SDAGE 2016-2021,

Vu le schéma d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE),

Vu le projet de convention joint en annexe.

Vu l'avis favorable :

- du Bureau communautaire du 20 février 2018,
- du conseil d'exploitation Assainissement du 22 mars 2018,
- de la commission Environnement du 27 mars 2018,

le conseil de Communauté à l'unanimité :

- ➔ approuve la convention,
- ➔ autorise le président à signer la convention bilatérale d'engagement avec le Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL).

Le registre dûment signé,
Pour extrait conforme,
A Landerneau, le 12 avril 2018
Patrick LECLERC
Président de la Communauté



Pièce jointe : Projet de convention.